

Communiqué intersyndical d'appel à la mobilisation

le 20 novembre : un moment nécessaire pour tous les agents de l'archéologie

Les fédérations de la Fonction publique, CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, Solidaires, CFTC appellent tous les agents des trois versants de la Fonction publique à faire grève, à se rassembler et à manifester le 20 novembre 2007 (jour du vote du budget à l'Assemblée Nationale) dans toute la France, sur nos exigences en matière de salaires, d'emploi public, de défense du service public, de ses missions et du statut de la Fonction publique.

En archéologie

Entre mise en concurrence, externalisation « équitable » ou pas, réduction budgétaire, régression statutaire, réorganisation des services, c'est le sacro-saint marché de l'archéologie, créée par la loi de 2003, que le gouvernement veut développer à tous prix...

Les personnels de l'archéologie sont parmi les premiers concernés par cette mobilisation du 20 novembre.

La nouvelle réforme de l'Etat, dénommée Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) touche de plein fouet le ministère de la culture ; des projets de remise en cause des missions du ministère en régions, au niveau déconcentré notamment, seraient extrêmement préjudiciable à l'existence même du ministère. Un tel scénario aurait des conséquences sur les missions et les emplois des Services Régionaux de l'Archéologie et de l'Inrap.

Le ministre de la culture, à l'Assemblée Nationale le 30 octobre, a déclaré, en matière de mise en concurrence des fouilles, que « *les grandes entreprises peuvent également avoir leurs services. (...)* » mais aussi que le ministère allait mettre tout son poids dans une politique d'incitation à la concurrence privée alors que dans le même temps, l'opérateur public principal, l'Inrap, se voit doté de moyens bien en deçà des besoins réels pour l'année 2008.

Pour 2008, les besoins opérationnels de l'établissement sont estimés entre 1950 et 2000 équivalent temps plein. La base de négociation du budget primitif de l'Inrap pour 2008 est de 1753 ETP. Ceci est inacceptable. Ce sont environ 200 agents sous contrats à durée déterminée qui pourraient se retrouver au chômage le 1er janvier alors que l'Institut, faute de moyens, aura les plus grandes difficultés à accomplir ses missions. Ce sont 10 % de la capacité opérationnelle de l'établissement en moins et une réelle détérioration des conditions de travail des agents.

La masse salariale de l'Inrap est la cible d'attaques budgétaires importantes ; d'après nos prévisions, elle serait amputée de 10 % en 2008. Le projet de repyramidage s'en trouve d'autant contrarié : la direction ne se prononce plus sur un objectif chiffré de 500 agents à repyramider et les critères de changement de catégorie ne sont pas transparents.

Les attaques contre le statut du personnel, le décret 2002-450, sont multipliées par la direction de l'Inrap, ce qui n'est pas nouveau, mais aussi plus récemment de la part du ministère. Ce véritable déni social constitue, pour la direction, le fondement idéologique d'un dialogue social sans démocratie au sein même de l'établissement, entretenu par le ministère qui n'a pas intérêt à agir.

Dans ces conditions, l'intersyndicale appelle tous les agents des services régionaux de l'archéologie et de l'Inrap à faire grève, à se rassembler dans toutes les DRAC et à manifester le 20 novembre 2007 dans toute la France.

Paris, le 12 novembre 2007

Paris le 8 novembre 2007

Mme la Ministre de la Culture,
3, Rue de Valois
75001 PARIS

Madame la Ministre,

La loi sur l'archéologie préventive a donné un cadre juridique à cette discipline mais elle n'a pas assuré les moyens de cette ambition politique. Le manque d'envergure du projet de budget 2008 de l'Inrap qui s'appuie sur une baisse de 10% des effectifs de 2007 nous semble catastrophique pour l'exercice de nos missions, alors même que la direction du patrimoine admet un manque de 190 ETP. Cette décision conduirait une nouvelle fois à augmenter de façon insoutenable les délais d'intervention et par là même les difficultés des aménageurs.

Les propos que vous avez tenus à l'Assemblée Nationale ne sont pas non plus de nature à nous rassurer sur le devenir de nos missions tant à l'Inrap que dans les services de l'Etat.

Par ailleurs, il semble que les engagements ministériels sur le repyramidage, obtenus par les agents au terme d'une mobilisation massive, soient tout bonnement jetés aux orties par vos services.

Quant au dialogue social, primordial pour le bon fonctionnement de l'Institut, il est piétiné régulièrement par la direction de l'Inrap.

Les organisations syndicales vous demandent instamment de les recevoir pour connaître vos orientations politiques sur le devenir de l'archéologie préventive au Ministère de la Culture :

-Emploi à l'Inrap et dans les services de l'Etat

-Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et archéologie préventive

-Repyramidage

-Le dialogue social à l'Inrap

C'est pourquoi, les organisations syndicales signataires déposent un préavis de grève auprès du Ministre de la Culture pour tous les agents de l'Inrap et des services régionaux de l'archéologie, pour le 20 novembre, de 8h00 à 20h00 afin d'obtenir satisfaction sur les points suivants :

- L'Etat doit assurer la pérennité du financement du service public de l'archéologie préventive sans ponctionner sur les moyens des autres services et établissements du ministère de la Culture ;
- Augmentation significative en 2008 des effectifs de l'Inrap et des services de l'Etat afin qu'ils soient en adéquation avec les missions de l'archéologie préventive définies par la loi.
- Mise en place du repyramidage catégoriel à l'Inrap, promis par le ministre au CTPM d'avril 2006, à hauteur des chiffres annoncés et selon un dispositif transparent négocié avec les organisations syndicales (critères transparents, calendrier, rôle, composition et modalité de fonctionnement des commissions de requalification,...)
- Démocratie et dialogue social à l'Inrap (respect du décret de 1982,...)

Pour les organisations syndicales signataires :

CFDT-Culture

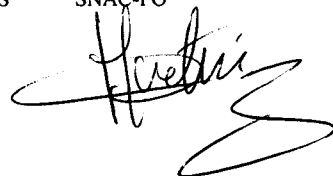
SGPA-CGT

SNAC-FSU

SUD-CULTURE-SOLIDAIRES

SNAC-FO

Kamal HESWI



12 rue de Louvois, 75002 Paris



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



ATTESTATION

**Bureau
du cabinet**

Je soussigné Fabrice LESUEUR, chef du bureau du cabinet, atteste avoir reçu des syndicats CFDT-Culture, SGPA-CGT, SNAC-FSU, SUD-Culture-Solidaires, et SNAC-FO, à l'attention de Christine Albanel, ministre de la Culture et de la Communication, un préavis de grève pour tous les agents de l'Inrap et des services régionaux de l'archéologie pour le mardi 20 novembre 2007.

Affaire suivie par

poste

Références

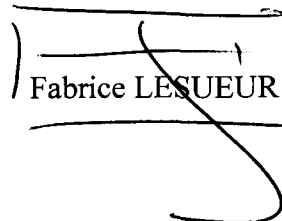
Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Paris, le **09 NOV. 2007**

3, rue de Valois
75033 Paris Cedex 01
France

Téléphone 01 40 15 80 00
Télécopie 01 42 61 35 77
Télex 215-134 F

Le chef du bureau du cabinet


Fabrice LESUEUR

Communiqué des organisations syndicales de la Fonction publique

Les fédérations de la Fonction publique, CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC, constatent que les deux revendications prioritaires, le pouvoir d'achat et l'emploi public, ne sont toujours pas prises en compte par le gouvernement.

- Face aux exigences d'augmentation de la valeur du point d'indice pour un réel maintien du pouvoir d'achat pour tous, et de refonte globale de la grille indiciaire, sont évoquées par le gouvernement des « mesures concrètes et ciblées » sur une partie des agents de la Fonction publique.
- Face aux exigences d'un service public de qualité et de proximité, répondant encore mieux aux besoins de toute la population, basé sur des emplois publics statutaires, il est répondu par le Premier ministre : « *Moins de services, moins de personnels, moins d'Etat* », confirmé par la suppression de plus de 22 000 postes dans le projet de budget 2008.

Devant le refus persistant du gouvernement de répondre aux exigences et face à ces reculs inacceptables pour les personnels et les usagers, nos organisations considèrent que l'heure est venue d'une riposte d'envergure pour obtenir satisfaction.

Dans la continuité de leurs démarches, les organisations appellent tous les agents des trois versants de la Fonction publique (Etat, territoriaux, hospitaliers) à faire grève, à se rassembler et à manifester le **20 novembre 2007** (jour du vote du budget à l'Assemblée Nationale) dans toute la France, sur nos exigences en matière de salaires, d'emploi public, de défense du service public, de ses missions et du statut de la Fonction Publique